



Philippe

POUTOU 2012

candidat anticapitaliste



aux capitalistes de payer leurs crises !

Montreuil, le 26 mars 2012

Chers camarades,

Le NPA, que je représente à cette élection présidentielle, partage l'analyse que vous faites des conséquences de la crise, telles que vous les exposez dans votre lettre et dans votre brochure « **le travail social entre la crise et les marchés** ». Il partage aussi les revendications que vous mettez en avant sur les droits sociaux et le travail social. Elles permettent en effet de répondre aux exigences et aux besoins de millions de personnes que la crise du capitalisme et les politiques menées depuis trente ans enfonce dans la pauvreté, ainsi que la reconnaissance des qualifications des travailleurs sociaux et salariés du secteur médico-social. Ces métiers très majoritairement exercés par des femmes ne sont pas reconnus à la hauteur des diplômes obtenus, tant par l'Etat que dans les grilles de la Fonction Publique et les conventions collectives. Ils ne bénéficient pas de rémunérations équivalentes à celles des filières historiquement masculines.

Contrairement à ce que prétendent les gouvernants, la lutte des salariés pour la défense de leurs droits, loin d'être vaine, représente la seule voie pour sortir de la crise. Nous appuierons donc, à la mesure de nos moyens, tous les combats qui seront mis en œuvre pour défendre les revendications et propositions que vous défendez, avant, comme après cette élection présidentielle. Il ne peut y avoir, en effet, de sortie de crise sans inverser le rapport de force social et politique entre le monde du travail et les classes possédantes.

Pour le NPA cette crise est aussi une crise de civilisation. La satisfaction des besoins humains et sociaux (santé, éducation, temps libre de qualité...) est incompatible avec la concurrence et la course à la rentabilité financière qu'implique le productivisme capitaliste. Celui-ci épuise la biosphère, nous détruit au travail, alors même que chômage et sous-emploi sont de véritables fléaux. Expériences du mépris, désirs de reconnaissance écrasés, demandes d'autonomie

déçues, besoins de créativité bafoués: la crise du capitalisme affecte aussi bien les usagers du travail social que les travailleurs sociaux eux-mêmes. Nous voulons développer et conquérir tout ce qui permet aux travailleurs et à la population d'intervenir directement dans la gestion de la société, dans les entreprises, les services publics, les collectivités publiques alors que la violence économique infligée à notre société et la paupérisation de masse, nous exposent à des régressions démocratiques majeures.

Pour le NPA, la gravité de la situation appelle une réponse démocratique :

- Une mobilisation en profondeur pour rejeter les plans d'austérité, défendre les droits des travailleurs et, au-delà, la mise en place d'un gouvernement au service de la population.
- Un gouvernement décidé à défendre les libertés, à protéger les salariés, la jeunesse et les retraités des agressions du capital et à assurer des conditions d'existence décentes à tous et un avenir aux jeunes.
- Des réponses politiques qui contestent le droit d'une minorité richissime à décider du destin de l'immense majorité de la population.

Plus spécifiquement je défends dans cette campagne électorale une série de mesures d'urgence.

- **Un bouclier social** : 300 euros d'augmentation pour tous. Pas un revenu à moins de 1700 euros net, interdiction des licenciements, partage du temps de travail. Le droit à un revenu digne doit être imposé comme un droit universel. Développement des services publics pour répondre aux besoins élémentaires de tous, notamment dans la petite enfance. Droit au logement, passant par la construction d'urgence d'un million de logements. L'accès gratuit aux soins pour tous. L'éducation, le logement, la santé, sont des droits qui doivent être totalement retirés du secteur privé marchand.
- **L'extension de la sécurité sociale (financée par les cotisations des employeurs) pour donner à tous l'accès gratuit aux soins et des retraites décentes.**
- **Une fiscalité anticapitaliste pour financer ces mesures** : annulation de la dette publique, arrêt des cadeaux fiscaux et augmentation des impôts sur les riches et les grandes entreprises.

- **La réquisition des banques** et leur unification dans un monopole contrôlant le crédit et les ressources financières sous contrôle des travailleurs et de la population.

La mise en œuvre de ces mesures d'urgence portées par la population offrirait un cadre comme vous l'écrivez à un « *nouveau travail social échappant à la logique mercantile* » et à l'exercice des missions de service public qu'il remplit dans le cadre du service public.

Cordiales salutations.

Philippe POUTOU

www.poutou2012.org – contact@poutou2012.org

2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil